

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 novembre 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/9-C/5
12 octobre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SRI LANKA 200143

Appui aux secours et au redressement accéléré dans les anciennes zones de conflit

Nombre de bénéficiaires	371 000
Durée du projet	12 mois (1 ^{er} janvier–31 décembre 2011)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	49 156 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	23 946 452
Coût total pour le PAM	39 755 501

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB* : M K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Le Sri Lanka sort d'une longue période de conflit qui a ravagé les infrastructures, gravement perturbé les stratégies de survie des ménages et anéanti les moyens d'existence. Depuis la fin du conflit en mai 2009, l'attention s'est tournée vers le redressement accéléré, mais les populations de retour dans leur région d'origine sont confrontées à de sérieuses difficultés, dues notamment au manque d'accès à une nourriture appropriée, ainsi qu'à la terre en raison de la présence de mines, aux destructions subies par les infrastructures ainsi qu'à l'absence de logements convenables, de services de base et de soutien aux moyens d'existence. Pour consolider la paix, il est indispensable d'assurer l'essentiel, y compris une alimentation adéquate, tout en ranimant l'espoir en un avenir meilleur.

La présente intervention prolongée de secours et de redressement d'une durée d'un an s'emploiera à répondre aux besoins d'aide humanitaire et de redressement accéléré dans le Nord, tout en faisant une large place aux activités de protection, de sorte que les personnes déplacées non encore réinstallées soient convenablement prises en charge jusqu'à leur retour dans leurs foyers. Le PAM répondra aux besoins extrêmement fluctuants par l'application souple d'une gamme d'instruments qui reposent sur des partenariats opérationnels et qui favorisent l'intégration des activités.

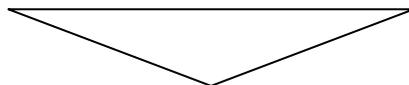
Le PAM passera des secours aux personnes déplacées à une approche plus ciblée qui consiste à appuyer des activités telles que l'alimentation scolaire et les interventions de nutrition dans les zones de réinstallation du Nord. L'intervention ciblera 371 000 bénéficiaires comprenant les personnes déplacées vivant dans les camps, les personnes ayant pris le chemin du retour et les communautés hôtes. Les personnes qui se sont réinstallées en 2007 et 2008 ont atteint un stade de redressement avancé et ne seront par conséquent pas aidées.

La stratégie sera centrée sur la remise en état des moyens de production agricole des ménages revenus récemment et sera rattachée à des initiatives de développement à plus long terme. La priorité sera d'aider à la préparation de la prochaine grande récolte. Un programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles sera mis en œuvre dans le cadre des centres de santé afin de fournir un appui nutritionnel essentiel aux plus vulnérables, tandis qu'un programme de repas scolaires viendra compléter les apports nutritionnels dans le Nord. L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité joueront un rôle central dans la collecte et l'utilisation de données sur la sécurité alimentaire et les marchés.

Le soutien apporté par le PAM au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement prendra fin une fois le but atteint. Si les conditions sont réunies, il appuiera des actions de développement complémentaires, devançant ainsi le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de 2013 avant d'y prendre part. La stratégie de transfert des responsabilités sera axée sur le renforcement des systèmes institutionnels et le développement des moyens d'existence au niveau des communautés afin d'améliorer l'autosuffisance.

L'assistance apportée par le PAM au titre de l'intervention correspond aux priorités de planification du Gouvernement et de l'action humanitaire, aux objectifs stratégiques 1 et 3 du PAM et aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4 et 5.

PROJET DE DÉCISION *



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Sri Lanka 200143 "Appui aux secours et au redressement accéléré dans les anciennes zones de conflit" (WFP/EB.2/2010/9-C/5), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil d'administration, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIO D'INTERVENTION

Contexte général

1. Le Sri Lanka, qui était un État à faible revenu en guerre, a amorcé la transition qui le transformera en pays à revenu intermédiaire en paix. La reconstruction, le redressement et la consolidation de la paix sont les préoccupations immédiates d'un pays dont 14 pour cent de la population vivent dans la pauvreté et où plus de la moitié des pauvres sont concentrés dans le Nord. La dénutrition maternelle et infantile est également très préoccupante.
2. Les 26 années de conflit interne n'ont pas seulement ravagé les infrastructures du Nord et de l'Est du pays, elles ont aussi gravement perturbé les stratégies de survie et anéanti les moyens d'existence. Les enfants ont abandonné l'école et les déplacements forcés ont entravé l'accès à l'éducation. La situation économique et sociale dans ces régions a été encore aggravée par le déplacement de centaines de milliers de personnes cherchant refuge auprès de familles d'accueil et dans des camps temporaires.
3. Le 19 mai 2009, le Gouvernement a officiellement déclaré la fin des hostilités. Une année plus tard, le processus de réinstallation était en bonne voie, mais plus de 50 000 personnes déplacées sont encore dans des camps. Celles qui sont de retour dans leur région d'origine sont confrontées à de graves difficultés, dues notamment au manque d'accès à une nourriture appropriée, ainsi qu'aux terres en raison de la présence de mines, aux destructions subies par les infrastructures et à l'absence de logements convenables, de services de base et de soutien aux moyens d'existence. Les opérations de déminage menées par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) visent principalement à faciliter les réinstallations, à ouvrir des routes de desserte et à délimiter les zones à faible risque.
4. Le contexte de l'après-conflit est complexe et mouvant, ce qui exige des approches intégrées reposant sur une connaissance approfondie de la situation. La transition entre besoins d'urgence et premières phases du redressement impose d'apporter un soutien au Gouvernement pour assurer que les besoins immédiats des personnes déplacées soient couverts en attendant le rétablissement des moyens d'existence que des années de conflit ont réduits à néant. Dans le cadre d'une approche intégrée, le PAM prévoit d'assurer la protection des femmes et des filles, leur égalité d'accès à l'appui aux moyens d'existence et la pleine participation des femmes aux processus de prise de décisions.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

5. L'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence conduite par le PAM dans le Nord en mars 2010 indique que tous les déplacés de retour avaient un niveau de consommation alimentaire acceptable. Mais elle montre également que l'essentiel de leur nourriture provenait des rations du PAM distribuées au titre de l'alimentation des groupes vulnérables. Un certain nombre d'intervenants, parmi lesquels la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD), mettent en œuvre des interventions appuyées par des transferts monétaires. Il ressort de l'évaluation que les bénéficiaires utilisaient 60 pour cent des transferts en espèces pour acheter d'autres produits alimentaires essentiels.
6. Les moyens d'existence reposent sur deux grands secteurs: l'agriculture et la pêche. Toujours selon l'évaluation 2010 de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, quelque 60 pour cent des ménages récemment réinstallés dans les districts de Vanni pratiquaient l'agriculture avant leur départ. Les ménages agricoles se répartissent en plusieurs catégories: ceux qui possèdent des terres rizicoles irriguées et des parcelles sur

les hautes terres (le plus souvent non irriguées), qui sont les mieux lotis avec des revenus plus élevés et une meilleure sécurité alimentaire; ceux qui ne possèdent que des parcelles sur les hautes terres, dont les revenus sont plus faibles; et ceux qui ne possèdent qu'un potager familial et vivent pour la plupart de travaux occasionnels non qualifiés. Les pêcheurs des zones côtières se divisent en deux catégories: ceux qui sont propriétaires d'embarcations et/ou de filets, qui ont des revenus plus élevés; et ceux qui sont employés par des propriétaires d'embarcations et de filets, dont les revenus et le pouvoir d'achat sont faibles.

7. Le rythme auquel les personnes déplacées qui se réinstallent dans leur région d'origine parviennent à remettre en état leurs biens dévastés et à rétablir leurs moyens d'existence dépend des facteurs ci-dessous:
 - la fréquence et la durée des déplacements, qui sont de nature à influencer sur le degré de dégradation des moyens d'existence. Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, 91 pour cent des personnes de retour avaient dû fuir à plusieurs reprises depuis le début du conflit;
 - le temps nécessaire pour atteindre les terres agricoles, les potagers et les hautes terres et entreprendre des activités visant à rétablir les moyens d'existence et créer des avoirs, en raison de la présence de mines et de munitions non explosées. Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire, plus de la moitié des ménages ne pouvait accéder à leurs rizières; 60 pour cent n'avaient pas accès aux champs arables des hautes terres; et 46 pour cent ne pouvaient se rendre dans leurs potagers. C'est ainsi que seulement 17 pour cent des ménages ont déclaré que l'agriculture était leur principal moyen d'existence, contre 60 pour cent avant la vague de déplacements;
 - la période de l'année à laquelle les ménages sont de retour, compte tenu du caractère saisonnier des activités agricoles. L'évaluation fait ressortir que seulement 11 pour cent des réfugiés de retour avaient été en mesure de cultiver la terre pendant la dernière campagne agricole, ce qui implique que les autres dépendent probablement d'une assistance extérieure;
 - La disponibilité de main-d'œuvre productive: selon l'évaluation, plus de 18 pour cent des ménages des communautés réinstallées sont dirigés par une femme.
8. La dénutrition maternelle et infantile, aggravée par le conflit, reste un problème de santé publique majeur, malgré l'amélioration de nombreux indicateurs de santé. Les données issues d'une évaluation conduite récemment dans les principaux camps de personnes déplacées font apparaître une réduction sensible des taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, confirmant l'efficacité des interventions nutritionnelles d'urgence. De mai à décembre 2009, les taux de malnutrition aiguë globale ou d'émaciation sont tombés de 35 à 24 pour cent, tandis que le taux d'insuffisance pondérale a reculé de 47 à 42 pour cent. Les taux de malnutrition aiguë sévère étaient également extrêmement élevés au plus fort de la vague de déplacements. Bien qu'ils aient sensiblement baissé, passant de 9 à 2 pour cent, on s'attend à une recrudescence de la malnutrition en l'absence de nouveau soutien une fois que les déplacés seront de retour dans leurs villages¹.

¹ Les chiffres proviennent des rapports d'évaluations nutritionnelles menées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Institut de recherche médicale en mai, septembre et décembre 2009 auprès des populations déplacées de Vanni.

9. Les populations retournant dans leurs régions d'origine sans remise en état des infrastructures essentielles, déminage ni reprise des activités économiques ne pourront bénéficier d'une alimentation suffisante répondant à leurs besoins nutritionnels que grâce à l'assistance apportée au titre des activités de redressement accéléré.

Scénarios d'intervention

10. La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200143 repose sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas de reprise de l'activité militaire dans le Nord et que les opérations de déminage se poursuivront dans toutes les zones minées à un rythme qui permette aux personnes déplacées de retour de regagner leur domicile et de se rendre dans les camps.
11. Le processus de retour et de réinstallation des déplacées internes continuera avec le soutien des acteurs nationaux, régionaux et locaux. En janvier 2011, il pourrait y avoir encore dans les camps, selon les prévisions, environ 25 000 personnes déplacées, et un grand nombre d'habitants de retour dans leurs foyers ne pourront pas accéder à leurs terres à cause des mines. Certains pourraient rester dans les régions d'accueil des réfugiés car leurs régions d'origine seront encore classées par le Gouvernement parmi les secteurs sous haute sécurité. On s'attend à ce que 60 000 autres personnes déplacées restent dans leurs familles d'accueil.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

12. Le Gouvernement a mis en place une équipe spéciale relevant de la Présidence chargée de diriger le redressement des zones touchées par le conflit dans le cadre: i) d'un plan de 180 jours visant à faciliter les retours; et ii) d'un plan de développement sur trois ans axé sur la remise en état et le redressement de la Province du Nord. Des agents de l'administration à l'échelon du district conduisent et coordonnent la mise en œuvre de ces plans sur le terrain.
13. La politique nationale de nutrition, qui repose sur une approche progressive et intégrée visant à assurer une nutrition optimale tout au long du cycle de vie, concorde avec les principes adoptés par le PAM en la matière. Elle intègre aussi les repas scolaires dans un programme d'ensemble de promotion de la santé à l'école géré conjointement par les Ministères de la santé et de l'éducation.

Politique, capacités et actions des autres principaux intervenants

14. Le système d'action groupée des Nations Unies appuie les efforts de secours et de redressement déployés par le Gouvernement en vue de rétablir les moyens d'existence des personnes déplacées et de celles qui sont rentrées dans divers secteurs d'activités. Le PAM a signé des mémorandums d'accord avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); ces accords constituent le point de départ d'une intégration et d'une coordination plus poussées de l'assistance déployée dans le cadre de l'IPSR 200143.
15. La Banque mondiale et la BASD ont élaboré des programmes appuyés par des transferts monétaires pour apporter un soutien aux personnes déplacées de retour chez elles. Le PAM continuera à coordonner son action avec ces deux organismes pour assurer l'intégration des

activités de distribution de vivres et de transferts monétaires; ces partenaires apportent une contribution majeure à la reconstruction des infrastructures, y compris des centres de santé et des écoles dans lesquels le PAM conduit des activités.

16. Plusieurs ONG nationales mènent des activités de redressement au niveau des communautés. Le PAM plaidera en faveur d'une intégration et d'une coordination plus poussées entre tous les intervenants (donateurs, ONG, organismes des Nations Unies, banques etc.) afin de promouvoir des synergies concrètes sur le terrain.

Coordination

17. Au niveau national, l'équipe spéciale relevant de la Présidence constitue le principal cadre de coordination des politiques gouvernementales. Les organismes des Nations Unies concordent leur action, à l'occasion des réunions de l'équipe de pays des Nations Unies, de l'équipe de gestion de la sécurité, de l'équipe de gestion des opérations et du groupe chargé des opérations du programme. Au niveau local, les réunions organisées par l'équipe de pays chargée des interventions humanitaires et les équipes de gestion de la sécurité dans les différentes zones constituent le principal cadre de coordination entre les organismes des Nations Unies et les ONG.
18. Le PAM préside des réunions de coordination mensuelles concernant les secteurs de l'alimentation et de la logistique à l'échelle nationale et à celle du district, pour éviter les chevauchements d'activités et renforcer les synergies.
19. Le PAM a organisé deux ateliers consultatifs avec des partenaires gouvernementaux aux niveaux national et provincial pour guider la conception de la nouvelle stratégie de pays du PAM pour la période 2011–2013, qui est en conformité avec sa politique générale et avec les priorités du Gouvernement.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE APPORTÉE PAR LE PAM

20. La présente IPSR 200143 a pour finalité de faire reculer la faim, d'appuyer le relèvement et de restaurer les moyens d'existence des personnes déplacées et des ménages qui ont récemment regagné leur région d'origine. Les objectifs spécifiques, qui correspondent aux objectifs stratégiques 1 et 3 du PAM, visent à:
- i) améliorer la consommation alimentaire des personnes déplacées et de retour ciblées ou la maintenir à un niveau approprié;
 - ii) réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ciblés, et réduire l'insuffisance pondérale à la naissance en ciblant les femmes enceintes;
 - iii) développer l'accès aux biens productifs ou aux savoir-faire par le biais d'activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA), d'activités transitoires Vivres pour la création d'avoirs - modalités "douces" (VCA-MD)² et Vivres pour la formation (VPF); et
 - iv) stabiliser les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire, et atténuer la faim immédiate par les enfants touchés par le conflit.

² La formule VCA-MD a été élaborée au Sri Lanka pour établir une transition entre alimentation des groupes vulnérables et redressement accéléré. Dans le cadre de ce dispositif, les communautés vulnérables désignent ceux de leurs membres qui participeront à des activités de travail et recevront à titre d'incitation des rations individuelles relevant de l'alimentation des groupes vulnérables; il s'agit d'activités simples qui appuient les moyens d'existence et renforcent la sécurité alimentaire.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

21. Tout au long du conflit, l'assistance alimentaire apportée par le PAM à toutes les personnes déplacées a été déterminante pour éviter la détérioration de l'état nutritionnel des populations touchées. Le PAM a répondu aux besoins alimentaires immédiats et urgents des populations déplacées et continue à distribuer des colis alimentaires à ceux qui sont rentrés chez eux.
22. Conjuguée aux activités d'alimentation thérapeutique de l'UNICEF, l'aide alimentaire du PAM a contribué à réduire les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans vivant dans les camps, où le taux de malnutrition aiguë globale est d'ailleurs tombé de 30 à 12 pour cent entre juin et décembre 2009³. La fourniture aux personnes déplacées de fourneaux économes en combustible a allégé le fardeau de la collecte du bois et atténué les atteintes à l'environnement.
23. Dans le cadre des activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence, le PAM a accéléré les livraisons de vivres, et il apporte depuis avril 2009 une assistance alimentaire immédiate à une nouvelle vague de personnes déplacées que l'on ne s'attendait pas à voir en si grand nombre. Dans le contexte de ses activités logistiques au titre de l'opération spéciale 105390, le PAM a mis à la disposition de plus d'une vingtaine d'organismes opérationnels des moyens d'entreposage et de transport essentiels.

Grands axes de la stratégie

24. À l'issue du conflit, dans la période transitoire que traverse le Sri Lanka, il convient de répondre à trois types de besoins: besoins humanitaires dans les camps de personnes déplacées, besoins liés au redressement accéléré dans le Nord et besoins liés au redressement et au développement à moyen terme dans l'Est. La nouvelle approche stratégique est axée sur trois paramètres: le paramètre géographique, le paramètre sectoriel et le paramètre temporel. L'IPSR 200143 couvrira cinq districts dans le Nord, avec un élargissement possible à certaines localités de l'Est si des personnes déplacées s'y réinstallent. En 2011, les secours et l'assistance au redressement accéléré prendront la forme d'activités d'alimentation des groupes vulnérables, d'activités VCA-MD, VCA et VPF, d'activités de santé et nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et d'un programme de repas scolaires, en fonction du stade d'avancement du retour et de la réinstallation des bénéficiaires et de leur état nutritionnel. Dans l'application de cette approche, en sa qualité de partenaire majeur du Gouvernement dans le domaine de l'intervention rapide, le PAM fera preuve de souplesse et se tiendra prêt à réagir promptement aux nouveaux besoins. Il resserrera aussi ses partenariats opérationnels afin de réduire les chevauchements d'activités et de renforcer l'impact global de son assistance.
25. Le PAM ciblera son action sur les besoins des bénéficiaires dans le Nord du Sri Lanka. Si nécessaire, une assistance alimentaire sera également apportée aux personnes de retour dans leurs foyers dans l'Est du pays⁴. À mesure que la paix gagne du terrain et que l'accent

³ Les chiffres proviennent des rapports d'évaluation nutritionnelle de l'UNICEF et de l'Institut de recherche médicale établis en mai, septembre et décembre 2009.

⁴ Les activités encore en cours dans l'Est seront progressivement réduites avant le démarrage de la nouvelle IPSR. Toutefois, un appui transitoire pourra être nécessaire dans cette région au titre de la nouvelle intervention, y compris pour des activités de suivi.

est placé sur la réinstallation et le redressement, les activités de secours aux personnes déplacées de l'IPSR 200143 seront progressivement recentrées de manière à privilégier une approche plus ciblée appuyant le redressement accéléré.

Stratégie relative aux secours

26. Le PAM donnera la priorité aux besoins humanitaires les plus urgents en poursuivant l'assistance ciblée apportée à travers: i) les activités d'alimentation des groupes vulnérables dans les camps et en faveur des familles qui accueillent des personnes déplacées; ii) les activités d'alimentation des groupes vulnérables dans le cadre de la formule VCA-MD dans les zones de retour; iii) les activités d'alimentation des groupes vulnérables sous forme de distribution de colis alimentaires pour six mois aux personnes qui regagnent leur région d'origine; et iv) les activités SNMI ciblant les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition.

Stratégie de relèvement rapide

27. Le PAM remettra en état les avoirs afin de rétablir les moyens d'existence.
- La stratégie sera axée sur le rétablissement des avoirs productifs individuels et communautaires des ménages récemment de retour. La principale priorité sera d'aider la population à remettre en état les avoirs qui jouent un rôle dans les moyens d'existence, dans la perspective de la campagne agricole de 2011. Il s'agira notamment de reconstruire les infrastructures de production détruites par les combats ou laissées à l'abandon après le départ des habitants, en particulier les systèmes d'irrigation des rizières. Pour les ménages ne disposant que de parcelles situées sur les hautes terres ou de jardins potagers, la priorité sera d'aménager des puits à usage agricole, des dispositifs de collecte de l'eau ou des fosses à compost.
 - Les personnes retournant dans leurs foyers en 2010 et 2011 recevront un colis alimentaire pour six mois; cette aide sera prolongée si nécessaire pour couvrir les pénuries jusqu'à la prochaine récolte. Les activités VCA-MD serviront à protéger les moyens d'existence des familles les plus vulnérables, y compris celles qui ont regagné leurs foyers en 2009, par la distribution de produits alimentaires pendant qu'elles investissent dans la remise en état de leurs biens essentiels. Les activités VCA appuieront la création d'avoirs pour les personnes de retour dont la situation est plus stable.
 - Les activités VPF seront centrées sur la production agricole, la diversification des moyens d'existence, les soins, la nutrition et la santé. La formation visant à améliorer les compétences sera une priorité dans le cas des ménages pour lesquels le salaire de journalier est la principale source de revenus. Le PAM aura le souci d'intégrer ses activités VPF à celles d'autres partenaires, en s'inspirant des bons résultats obtenus dans le cadre du partenariat avec l'Organisation internationale du travail pour la formation à la création d'entreprises.
28. Les activités SNMI seront exécutées par l'intermédiaire des centres de santé qui dispensent des services sanitaires et nutritionnels complémentaires. Elles viseront en particulier les enfants âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et mères allaitantes et souffrant de malnutrition. Le PAM fournira un composé maïs-soja, de l'huile et du sucre en paquets de 700 g et 750 g pour distribution aux centres de santé, ainsi qu'une ration à emporter. Le Gouvernement a déjà mis en place l'infrastructure nécessaire avec le concours de la Banque mondiale, des Nations Unies et de donateurs. Le PAM formera des agents sanitaires bénévoles à l'exécution et au suivi des programmes de supplémentation alimentaire.

29. Le PAM continuera à exécuter un programme de repas scolaires dans les zones du Nord où la concentration de populations touchées par le conflit est la plus forte, car ce type de programme constitue un solide filet de sécurité en donnant aux enfants accès à un repas quotidien nutritif servi à l'école et en remédiant à la faim immédiate. Le Gouvernement complétera la ration du PAM avec des produits frais de manière à diversifier l'alimentation. Les repas scolaires représentent aussi pour les ménages touchés par le conflit un transfert de valeur direct au moment où ils s'emploient à rétablir leurs moyens d'existence. Le PAM coordonnera son action avec l'UNICEF et d'autres partenaires en vue de faciliter la fourniture d'un ensemble intégré associant programmes de déparasitage, supplémentation en micronutriments, approvisionnement en eau et assainissement, afin de rétablir un environnement scolaire sain.
30. L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité joueront un rôle central dans les efforts menés avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour améliorer la collecte et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et les marchés, notamment en ce qui concerne le suivi et l'analyse des prix. Le PAM continuera de collaborer avec la Banque mondiale et la BAsD pour mener des évaluations conjointes des effets qui produisent les apports en vivres et en espèces sur les marchés locaux, dans le cadre d'évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence.

Stratégie de transfert des responsabilités

31. Pendant la période d'exécution de l'IPSR, l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois fera l'objet d'un suivi, et lorsque les taux d'émaciation seront redescendus à des niveaux acceptables, l'intervention nutritionnelle visant ces enfants sera intégrée au programme conduit par le Gouvernement.
32. Avec la mise en route du redressement accéléré certains des districts couverts par l'IPSR seront progressivement intégrés au projet de développement du PAM actuellement en cours ("Soutien à l'amélioration de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles") et à un nouveau projet de développement des repas scolaires, ces mesures étant destinées à faciliter une transition graduelle au sein du programme national géré par le Gouvernement.
33. À mesure que les ménages et les communautés reconstituent les avoirs qu'ils ont perdus, et si la situation le permet, le PAM se désengagera progressivement des activités VCA; en partenariat avec le Gouvernement, des ONG et d'autres organismes des Nations Unies, le PAM fera participer ces mêmes communautés à des initiatives axées sur le développement, telles que les activités Achats au service du progrès (P4P), qui favorisent la création de valeur ajoutée locale au profit des petits agriculteurs et soutiennent la relance du commerce et la reconstruction des institutions rurales.
34. À terme, les districts appuyés par le PAM dans le Nord seront pleinement intégrés dans un plan de développement et incorporés au processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à un programme de pays.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

35. Les principaux critères de ciblage correspondent aux différentes phases du rétablissement des personnes déplacées dans les camps, des personnes de retour et des communautés d'accueil. Les zones géographiques seront choisies en fonction de la présence de groupes vulnérables. L'IPSR 200143 couvrira principalement des zones du Nord, mais aussi certaines de l'Est, le moment venu, si des déplacés s'y réinstallent.

36. Selon les évaluations, la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence est directement liée à l'échelonnement des retours. L'IPSR 200143 appuiera les groupes les plus vulnérables, c'est à dire ceux qui vivent encore dans les camps, ceux qui sont récemment retournés dans leurs lieux d'origine et en sont au tout premier stade du redressement, et ceux qui vivent dans des familles d'accueil. Ceux qui se sont réinstallés en 2007 et 2008 ne recevront pas d'assistance car ils sont parvenus à un stade avancé de redressement. Des évaluations de la sécurité alimentaire seront conduites au deuxième semestre de 2011 pour réévaluer la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des bénéficiaires.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ*			
	Bénéficiaires		
Activité	Hommes/garçons	Femmes /filles	Total
Alimentation des groupes vulnérables déplacés internes	42 500	42 500	85 000
Alimentation des groupes vulnérables: colis de retour	55 500	55 500	111 000
Alimentation des groupes vulnérables: VCA-MD	87 500	87 500	175 000
VCA/VPF	53 750	53 750	107 500
SNMI: enfants	17 500	17 500	35 000
SNMI: femmes	-	14 000	14 000
Programme de repas scolaires	86 500	86 500	173 000
Intervention d'urgence	10 000	10 000	20 000
TOTAL	185 500	185 500	371 000

* Tous les membres des familles qui reçoivent des rations ont accès à la nourriture et beaucoup bénéficient du projet à plusieurs titres. Cette situation est prise en considération pour éviter les doubles comptages.

37. L'IPSR ciblera 371 000 bénéficiaires, dont la moitié seront des femmes, dans le cadre des composantes ci-dessous.

- i) Alimentation des groupes vulnérables au profit des personnes déplacées, pour:
 - 25 000 personnes déplacées vivant dans les camps établis à Menik Farm, dans le district de Vavunya, au début de l'année 2011 et dépendant entièrement des vivres fournis par le PAM; et
 - 60 000 personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil, la plupart dans les districts de Vavunya et Jaffna.
- ii) Colis-retour au titre de l'alimentation des groupes vulnérables pour:
 - 50 000 personnes déplacées avant 2006 qui devraient regagner leurs lieux d'origine en 2011;
 - 40 000 personnes qui devraient regagner leurs lieux d'origine entre octobre et décembre 2010; et
 - 21 000 personnes réfugiées en Inde qui devraient rentrer au Sri Lanka en 2011.

iii) Un programme de supplémentation alimentaire ciblant:

- 35 000 enfants âgés de 6 à 59 mois
- 14 000 femmes enceintes et mères allaitantes.

iv) Activités VCA-MD pour:

- 98 000 personnes se réinstallant dans leurs lieux d'origine entre janvier et septembre 2010;
- 77 500 personnes qui se sont réinstallées dans leurs lieux d'origine en 2009.

v) Des activités VCA et VPF pour les personnes de retour, y compris les activités de redressement accéléré à l'intention des ménages en situation d'insécurité alimentaire et des ménages vulnérables.

vi) Un programme de repas scolaires ciblant:

- 173 000 enfants dans cinq districts

vii) Une réserve d'urgence pour:

- 20 000 personnes afin de répondre aux besoins de secours pendant la saison de la mousson

38. Les ménages dirigés par une femme sont particulièrement vulnérables parce qu'ils manquent généralement de main-d'œuvre pour cultiver leurs terres ou entreprendre des activités génératrices de revenus. Les activités VPF s'adresseront en priorité à ces ménages, qui représentent plus de 18 pour cent des familles récemment retournées dans leurs foyers.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS - VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DES BONS D'ALIMENTATION

39. L'aliment de base au Sri Lanka est le riz étuvé, complété de lentilles ou de légumes secs et de poisson, qui constituent les sources de protéines. Les micronutriments proviennent essentiellement de légumes frais à feuilles. Pour respecter les habitudes alimentaires locales, il sera principalement fourni du riz, des lentilles, de l'huile et du sucre.

40. Outre la ration alimentaire indiquée au tableau 2, les organismes partenaires fourniront de l'eau, des ustensiles de cuisine et du bois de feu dans les camps, où les ONG distribueront des produits alimentaires frais et des épices. Dans les camps et dans les zones de retour, le PAM fournira dans les camps et dans les zones de retour des fourneaux économes en combustible.

41. Les enfants souffrant de malnutrition âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront des aliments composés enrichis (mélange maïs-soja/Triplosa), de l'huile et du sucre sous forme de rations à emporter distribuées par les dispensaires, conformément à la politique du Ministère de la santé.

42. Les menus du programme de repas scolaires seront composés de riz, de lentilles et d'huile complétés d'aliments frais (représentant un coût de 2 roupies par enfant) financés sur les fonds du Ministère du développement économique destinés à la promotion des légumes verts.

43. Dans la situation actuelle, la distribution de produits alimentaires en nature est le dispositif le mieux adapté pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Toutefois, en raison de l'évolution constante des marchés, et en fonction des résultats de l'étude de marché prévue, il pourra être envisagé d'apporter une assistance sous forme de transferts monétaires et de bons d'alimentation afin de d'appuyer le redressement économique de certaines zones.

TABLEAU 2: RATION JOURNALIÈRE OU TRANSFERT, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)						
Type de produit alimentaire/transferts monétaires et bons d'alimentation	Secours		Redressement accéléré			
	Alimentation des groupes vulnérables: personnes déplacés internes	Alimentation des groupes vulnérables: déplacés de retour/ VCA-MD	Supplémentation alimentaire: enfants	Supplémentation alimentaire: femmes enceintes et mères allaitantes	Repas scolaires	VCA/VPF/crise imprévue ⁵
Céréales	450	450	0	0	80	450
Légumes secs	60	60	0	0	25	60
Huile végétale	20	20	10	0	15	0
Sucre	20	20	15	0	0	30
Sel	5	5	0	0	0	0
Mélange maïs- soja	0	0	100	125	0	0
TOTAL	555	555	125	125	120	530
<i>Total kcal/jour</i>	2 098	2 098	570	500	510	1 920
% kcal provenant des protéines	9	9	13	19	10	10
% kcal provenant des lipides	10	10	33	14	28	14

⁵ Les participants aux activités VCA recevront une ration familiale standard pour cinq personnes; en cas de crise imprévue, chaque personne touchée par une catastrophe recevra une ration VCA individuelle.

TABLEAU 3: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS, PAR ACTIVITÉ
(en tonnes)

Type de produit alimentaire	Secours	Relèvement rapide				Total (en tonnes)
	Alimentation des groupes vulnérables: personnes déplacés et de retour	VCA/VPF	Supplémentation alimentaire: enfants	Supplémentation alimentaire: femmes enceintes et mères allaitantes	Repas scolaires	
Céréales	30 011	4 917	-	-	2 827	37 755
Légumes secs	4 002	590	-	-	883	5 475
Huile	1 334	295	126	-	530	2 285
Sucre	1 334	0	189	-	-	1 523
Sel	333	-	-	-	-	333
Mélange maïs-soja	-	-	1 260	525	-	1 785
TOTAL	37 014	5 802	1 575	525	4 240	49 156

MODALITÉS D'EXÉCUTION

44. Au niveau national, la coordination et la gestion relèveront du Ministère du développement économique, sous la supervision de son Secrétaire. L'unité de gestion des projets assurera la gestion courante. Dans chaque district, l'exécution sera placée sous l'autorité du fonctionnaire de plus haut rang, secondé par l'unité de gestion de district.
45. Les distributions seront organisées selon des dispositifs éprouvés: les magasins des coopératives polyvalentes⁶ seront utilisés pour les distributions au titre des secours et des activités VCA-MD/VCA/VPF; les produits alimentaires seront directement distribués aux écoles pour les programmes de repas scolaires et aux dispensaires pour les activités nutritionnelles.
46. La contribution du Gouvernement couvre les dépenses logistiques afférentes aux programmes de SNMI et de repas scolaires et aux activités VCA-MD/VCA/VPF, ainsi que le coût des légumes frais et des condiments pour les repas scolaires et des articles non alimentaires et des appuis techniques pour le programme VCA. Elle couvre également les dépenses de personnel, d'administration et autres frais d'exécution encourus. Dans le but d'améliorer l'exécution, le PAM mettra l'accent sur les aspects ci-dessous.
- **Ministères responsables.** Le PAM travaille avec les Ministères du développement économique, de l'agriculture et des services agraires, de l'éducation, et de la santé et de la nutrition, pour veiller à ce que tous les aspects techniques des programmes soient mis en œuvre par l'intermédiaire des ministères compétents. Cette démarche permet de favoriser l'intégration des programmes de nutrition et de repas scolaires aux politiques nationales, d'améliorer la supervision technique et de faciliter les stratégies de sortie le moment venu.

⁶ Ces magasins servent de points de vente pour les biens de consommation de base, ainsi que de points de distribution pour les produits alimentaires du PAM.

- Renforcement des capacités. La formation et l'équipement des homologues à l'échelon national et local est un élément essentiel de la stratégie du PAM en matière de transfert des responsabilités aux autorités du pays. Le renforcement des capacités suppose un partenariat continu avec les unités de gestion des projets au niveau central et à celui des districts, et impose de procéder régulièrement à l'évaluation des résultats et à la révision des plans.
 - Sensibilisation et coordination. Le PAM continuera à jouer un rôle de chef de file dans le secteur de l'alimentation et utilisera les informations dont il dispose dans ce domaine pour sensibiliser le Gouvernement, les donateurs et autres parties prenantes à la situation. Il travaillera avec le Gouvernement pour déterminer les mesures à prendre face à l'augmentation mondiale des prix des denrées alimentaires pour en atténuer les effets probables sur la sécurité alimentaire au Sri Lanka.
47. Environnement. Il est prévu, dans le cadre des activités Vivres pour la création d'actifs, des mesures de prévention et d'atténuation qui contribueront à enrayer la dégradation de l'environnement, comme la plantation d'arbres et la mise en place de dispositifs de protection contre les crues et les eaux salines.
48. Participation. La présente IPSR a fait l'objet de consultations avec les partenaires, y compris le Gouvernement, les donateurs et les organisations de la société civile. Il ressort des avis exprimés par les bénéficiaires à l'occasion de discussions de groupe et du suivi que, dans l'ensemble, ils approuvent les activités et en sont satisfaits.
49. Logistique. Les produits alimentaires sont stockés dans les entrepôts du Gouvernement au niveau national et au niveau des districts, ainsi qu'aux plates-formes logistiques du PAM à Vavuniya, Jaffna et Colombo. Le transport à l'intérieur du pays sera assuré par le Ministère du développement économique ou au moyen du parc de camions du PAM. Le transport pourra exceptionnellement se faire par rail ou par voie maritime. Toutes les marchandises déplacées à partir des entrepôts de district seront acheminées par la route, sauf pour les petites cargaisons qui seront transportées à Jaffna par voie maritime.
50. Coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention. Le Gouvernement prendra ces coûts à sa charge pour les programmes de repas scolaires, de nutrition et d'activités VCA-MD/VCA/VPF, tandis que le PAM les assumera pour les distributions ciblées de secours. Le tarif du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention couvrira intégralement les coûts de distribution. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits suivra la totalité des denrées prises en charge dans le cadre de l'IPSR. Les données seront enregistrées au niveau du district afin que le bureau de pays puisse les totaliser, les pointer et les analyser.
51. Achats. Le PAM achètera localement 25 pour cent des produits alimentaires nécessaires à cette intervention, et il s'efforcera de faire mieux si la situation du marché le permet. En général, les fournisseurs livrent directement aux entrepôts de district le riz acheté sur place. Les denrées importées entrent dans le pays par les ports de Colombo et Trincomalee.

SUIVI DE L'EXÉCUTION

52. Le système de suivi fera appel aux contributions et à la participation de plusieurs parties prenantes. En coordination avec l'unité d'exécution du Gouvernement, le bureau de pays du PAM assurera le suivi de la mise en œuvre et des résultats de l'IPSR. Les agents chargés du suivi sur le terrain transmettront des informations sur la sélection des bénéficiaires ainsi que sur l'évolution des indicateurs relatifs aux effets directs, aux produits et aux processus, y compris en matière d'utilisation des produits alimentaires. La collecte des données

s'appuiera sur le cadre logique et reposera sur des listes de contrôle établies conformément aux directives du PAM concernant le suivi de la gestion axée sur les résultats.

53. Le PAM suivra la distribution de l'assistance au moyen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Les indicateurs quantitatifs seront établis à partir des rapports mensuels et trimestriels de distribution et de suivi soumis par les partenaires d'exécution. Les indicateurs d'effets directs serviront à vérifier l'impact des interventions.
54. Le suivi direct des bénéficiaires sera effectué aux points de distribution à l'aide d'un certain nombre d'outils appropriés. Les bureaux auxiliaires du PAM se verront assigner des objectifs cibles et ils présenteront des rapports mensuels de suivi, dont les données seront regroupées au bureau de pays avant d'être analysés par les responsables d'activités. L'emploi de la base de données récemment installée au sein des bureaux auxiliaires permettra de faciliter ce travail.
55. Pour renforcer les capacités de suivi des homologues gouvernementaux, le PAM a prévu d'assurer une formation, de fournir des motocyclettes et d'organiser des visites de suivi conjointes. La plupart des activités seront passées en revue chaque année pour examiner les stratégies, les outils et les résultats en matière de suivi et les réviser si nécessaire.
56. La sécurité alimentaire, le marché et les activités relatives aux moyens d'existence feront l'objet d'évaluations trimestrielles pour faire le point sur les conditions de vie des personnes déplacées de retour dans leur région d'origine, la réalisation des objectifs de l'IPSR et l'état d'avancement de la stratégie de réduction progressive de l'assistance. Des évaluations locales périodiques et ponctuelles seront menées afin d'actualiser les données en permanence.
57. Une autoévaluation sera effectuée à la fin de l'IPSR.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques et des dangers

58. Si les communautés touchées par le conflit ne voient pas les dividendes de la paix se matérialiser sous forme de reconstitution de leurs conditions de vie et de leurs moyens d'existence, les tensions risquent de s'exacerber et de déboucher sur la reprise des hostilités. Une telle éventualité aurait pour effet de perturber la livraison, la distribution et le suivi des vivres et la mise en place de services, et compromettrait le bien-être général et l'état nutritionnel des communautés vulnérables.
59. Les retards dans l'obtention des ressources pourraient entraîner des ruptures d'approvisionnement, ce qui se traduirait par des rations réduites ou incomplètes, aggravant les privations et la malnutrition des ménages bénéficiaires.

Planification des mesures d'urgence

60. Le Sri Lanka est sujet aux catastrophes naturelles. Le PAM fait partie du groupe interinstitutions des Nations Unies qui suit et planifie les interventions en cas d'urgence sous la direction du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le plan d'intervention d'urgence prévoit aussi les mesures à mettre en œuvre en cas de catastrophe soudaine. L'IPSR 200143 est dotée d'une réserve d'urgence de 1 560 tonnes de denrées alimentaires permettant de couvrir une période de six mois pendant la saison de la mousson et d'intervenir avec souplesse partout dans le pays en cas de crise soudaine.

61. La logistique mise en place dans le cadre de l'opération spéciale 105390 du PAM joue un rôle essentiel dans le plan d'intervention en cas de crise pour ce qui est d'assurer le transport des produits alimentaires vers toutes les zones du pays. Les plates-formes disposent d'une capacité suffisante pour entreposer les réserves d'urgence prévues, permettant ainsi de disposer des stocks suffisants pour faire rapidement face aux situations d'urgence.

Obstacles et hypothèses

62. Les principaux obstacles au redressement ont trait à la prochaine récolte, qu'il sera difficile d'assurer, notamment en raison des lenteurs des opérations de déminage, du manque d'outils et d'intrants, et à la nécessité de disposer de nourriture et d'argent pour traverser la période de soudure. Au-delà de la prochaine récolte, les obstacles tiennent au manque de services de santé et d'éducation adéquats, d'infrastructures appropriées et de soutien intégré aux moyens d'existence des personnes de retour. Tous les besoins alimentaires supplémentaires résultant de nouveaux déplacements au sein de leur région de personnes déjà rentrées, qui seront assimilées à un premier retour, seront pris en compte au moyen d'une révision budgétaire.

SÉCURITÉ

63. Depuis la défaite des Tigres de libération de l'Eelam tamoul en mai 2009, il n'y a pas eu d'incident majeur lié à la sécurité dans le pays. Selon le dernier rapport de l'évaluation des risques pour la sécurité conduite par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), les restrictions d'accès et la présence de mines et d'engins non explosés dans le Nord restent le principal problème en matière de sécurité et de sûreté du personnel des Nations Unies, lesquelles sont assurées par le Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies et l'UNDSS. Les coûts sont partagés par tous les organismes des Nations Unies.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION POUR LE PAM			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	37 755	14 674 051	14 674 051
Légumes secs	5 475	5 420 250	5 420 250
Huiles et matières grasses	2 285	2 102 200	2 102 200
Aliments composés	1 785	812 175	812 175
Autres	1 856	937 776	937 776
Total, produits alimentaires	49 156		23 946 452
Transport extérieur			5 311 783
Transport terrestre, entreposage et manutention			2 255 769
Autres coûts opérationnels directs			685 673
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			4 954 997
Total, coûts directs de l'intervention			37 154 674
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			2 600 827
COÛT TOTAL POUR LE PAM			39 755 501

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Ce chiffre est indicatif: le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	2 463 941
Administrateurs recrutés sur le plan national	140 553
Personnel des services généraux recruté sur le plan national	332 905
Personnel temporaire recruté sur le plan national	399 500
Heures supplémentaires du personnel recruté sur le plan local	26 000
Primes de risque et primes de sujétion	47 000
Consultants internationaux	59 778
Consultants nationaux	14 000
Volontaires des Nations Unies	51 000
Voyages officiels du personnel	298 876
Total partiel	3 833 553
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	106 932
Charges (électricité, etc.)	87 064
Fournitures de bureau et petit matériel	145 416
Technologies de l'information et des communications	155 900
Réparation et entretien du matériel	9 600
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	203 507
Aménagement des bureaux et réparations	93 325
Prestations d'organismes des Nations unies	53 000
Total partiel	854 744
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	153 000
Matériel de télécommunications	42 500
Dépenses locales de sécurité	71 200
Total partiel	266 700
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 954 997

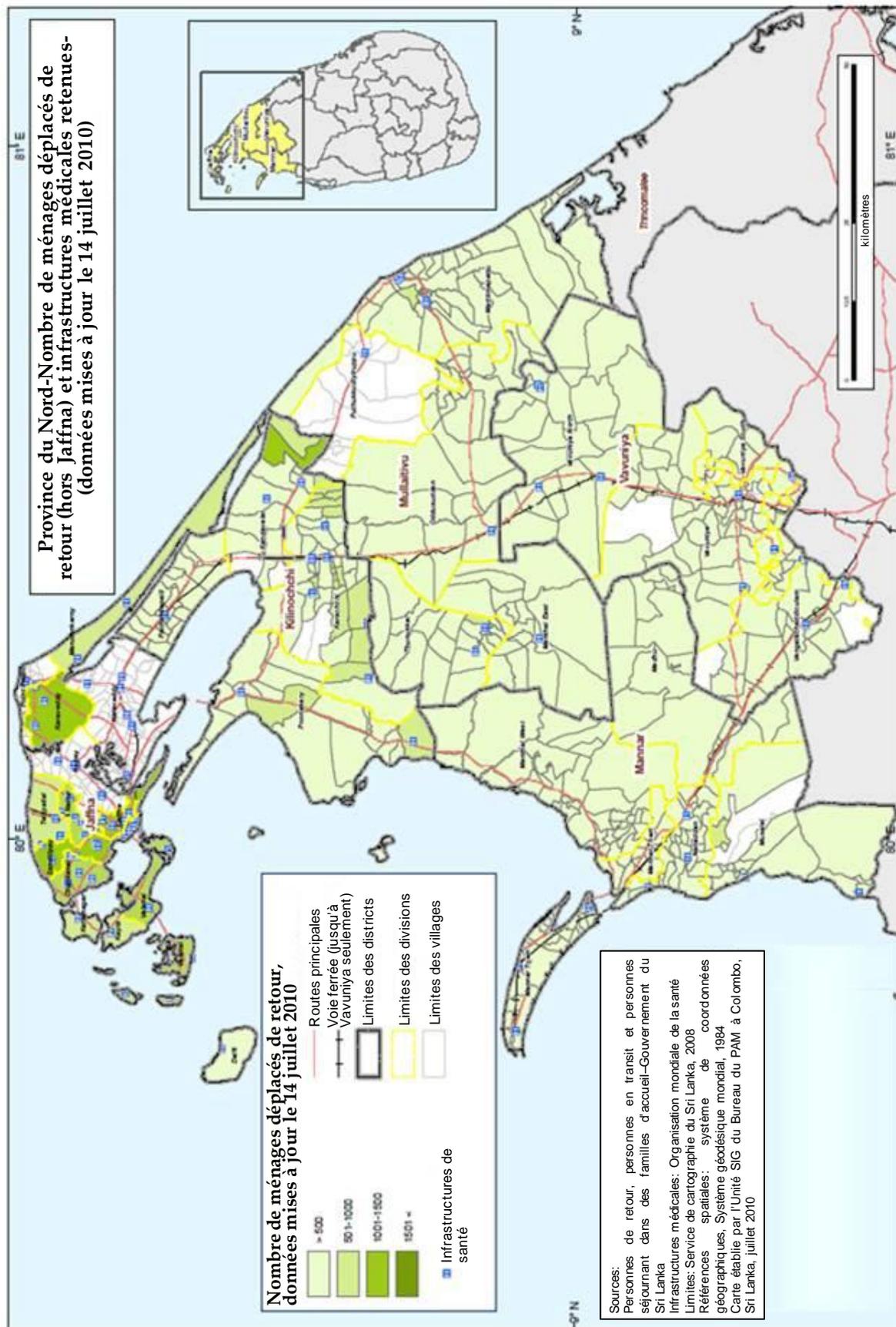
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois parmi les populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois (rapport poids/taille) inférieur à 10 % 	Pas d'épidémie majeure ou de nouvelle catastrophe
Effet direct 1.2 Réduction de l'incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance (% de bébés de < 2 500 g à la naissance)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance inférieure à 15% 	Accès à des soins de santé adéquats dans les camps de personnes déplacées et dans les sites de retour Ressources et intrants disponibles en temps voulu La situation sur le plan de la sécurité permet les mouvements de personnel et de produits alimentaires comme de besoin
Effet direct 1.3 Amélioration de la consommation alimentaire des personnes déplacées et des personnes de retour ciblées pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Au moins 90% des bénéficiaires parviennent à un score de consommation alimentaire au niveau des ménages supérieur ou égal à 28 	Le financement nécessaire aux opérations du PAM est suffisant
Produits 1.1, 1.2 et 1.3 Distribution en quantité suffisante et en toute sécurité de produits alimentaires et d'articles non alimentaires de qualité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, hommes, filles et garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues 	
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 La consommation alimentaire des personnes déplacées participant aux activités VCA/VPF est suffisante pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Au moins 90% des bénéficiaires parviennent à un score de consommation alimentaire au niveau des ménages supérieur ou égal à 35 	Compétences techniques disponibles pour les activités VCA/VPF Apports complémentaires fournis par le gouvernement et les partenaires non gouvernementaux

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 3.2</p> <p>Les communautés ciblées ont plus largement accès aux avoirs dans les situations précaires et en période de transition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation d'au moins 50 % du score des avoirs communautaires 	
<p>Effet direct 3.3</p> <p>Stabilisation du taux de scolarisation des filles et des garçons, y compris les enfants déplacés, dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation annuel moyen des filles et des garçons dans les écoles bénéficiant du PAM supérieure ou égale à 90% ➤ Taux annuel moyen de persévérance des filles et des garçons dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM supérieur ou égal à 90% 	
<p>Produit 3.1</p> <p>Développement, création ou rétablissement des moyens d'existence par les ménages ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant une assistance alimentaire, ventilé par sexe et en pourcentage du chiffre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués aux bénéficiaires ciblés, par catégorie de bénéficiaires et type de denrées, et en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre de biens communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées, par type de bien ➤ Nombre de femmes et d'hommes ayant reçu une formation dans des domaines thématiques en rapport avec l'appui aux moyens d'existence ➤ Nombre de sessions de formation dispensées, par type 	



ANNEXE III

Carte – IPSR Sri Lanka 200143



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non-gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avois
VCA-MD	Vivres pour la création d'avois - modalités "douces"
VPF	Vivres pour la formation